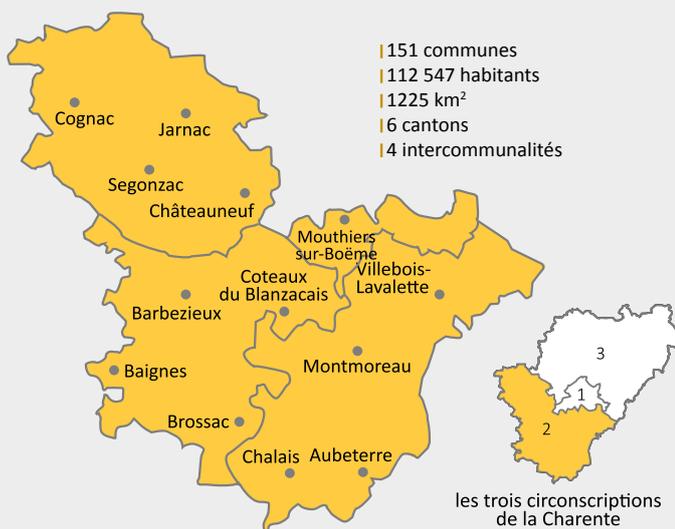




Sandra MARSAUD

députée de la 2^e circonscription de la Charente



2020/2021

COMME VOUS, j'ai vécu au rythme des confinements, des contraintes sanitaires, des limitations de nos mouvements, voire de l'arrêt total puisque j'ai été contaminée cet été malgré ma première dose vaccinale. Et pourtant, tous nos projets ont abouti : la mise en œuvre d'une loi ambitieuse pour le climat, un plan de relance à la hauteur des risques et des enjeux de transition, votre droit à la sécurité et la légitime reconnaissance de nos forces de l'ordre.

Notre politique a porté ses fruits : le chômage est désormais à 7,6% sur le département, malgré la crise de la Covid, encore moindre sur le bassin du cognaçais (5,7% annoncés). La croissance soutenue permet d'envisager un PIB revenu à son niveau pré-covid pour l'année 2022. Le pouvoir d'achat des ménages a été accru, la prime pour l'emploi et la baisse des charges ayant un poids indéniable dans notre département.

Cette 2^e circonscription est diverse avec 151 communes de l'ouest au sud : les sujets-clés y sont nombreux. **Ma responsabilité est de n'oublier personne, en gardant néanmoins en tête l'intérêt général, essentiel.**

J'ai donc accompagné au plus près la mise en œuvre de politiques publiques, qu'il s'agisse de revitalisation des centres-villes, avec la mission Petites Villes de Demain, ou encore en saisissant le think tank « Cap Charente » sur le traitement global de la relance par la transition écologique dans les territoires avec l'outil CRTE.

En parallèle, je me suis saisie de thématiques ignorées jusque-là : l'accès à l'emploi au-delà des aspects de formation, le fret et le dialogue à tisser avec tous les acteurs autour de Spirits Valley, un état des lieux précis de la tuberculose bovine, fléau pour nos élevages, l'accès à la ressource en eau à horizon 2050, l'avancée vers la transition écologique de la filière viticole...

« En ces temps inédits, nous avons je crois réussi, ensemble, à faire avancer la circonscription. J'en suis fière. »

+ à l'Assemblée nationale

La crise sanitaire a renforcé les engagements que nous avons pris de protéger et d'accompagner les Français.

Une année législative sous le signe de la protection

Nous avons voté des textes pour nous mobiliser collectivement contre la pandémie, nous renforcer dans la lutte contre le terrorisme, dans le respect des valeurs de la République, dans le respect des libertés individuelles. La protection de l'environnement est aussi au cœur de notre action.

« Expliquer, accompagner, encadrer, c'est le sens de mon engagement au sein de la majorité présidentielle. »

♦ **La loi du 5 août 2021 relative à la gestion de la crise sanitaire** permet l'installation des outils indispensables pour lutter contre l'épidémie - et le variant Delta - en diminuant au maximum les contraintes qui pèsent sur les Français.

- > **prorogation du régime de sortie de l'état d'urgence sanitaire ;**
- > **extension du passe sanitaire** à des lieux présentant de forts risques de contamination ;
- > **vaccination obligatoire de certaines professions**, pour protéger les plus fragiles dans un calendrier cohérent et proportionné.

♦ **La loi du 25 mai 2021 pour une sécurité globale** préservant les libertés renforce la protection des Français en clarifiant les rôles et les missions des acteurs de la sécurité. Elle crée :

- > **la montée en compétences des polices municipales** avec un rôle de proximité renforcé ;
- > **la structuration du secteur de la sécurité privée** comme partenaire des forces de l'ordre ;
- > **une meilleure protection des forces de sécurité** pour leur permettre d'assurer toutes leurs prérogatives ;
- > **l'adaptation pour un usage des outils technologiques aux besoins opérationnels de terrain.**

♦ La loi du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République :

Suite à l'attentat contre le professeur Samuel Paty, le président de la République a appelé à un sursaut républicain. La République est une exigence, une volonté de partager un destin commun. Ce texte a pour objet de :

> **renforcer le pacte républicain** dans l'éducation, la justice, la police ou encore la rénovation urbaine ;

> **protéger et émanciper** face au fondamentalisme religieux avec la création d'un délit de séparatisme ; l'encadrement de l'instruction en famille pour limiter toute possibilité d'endoctrinement ; la signature d'un contrat d'engagement républicain pour les associations et de la charte de la laïcité pour obtenir des financements publics.

♦ La loi du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et

renforcement de la résilience face à ses effets traduit les 149 propositions de la Convention citoyenne pour le climat ; réduire les émissions de gaz à effet de serre de 40% d'ici 2030, dans un esprit de justice sociale. C'est une loi unique au monde, avec une ambition forte :

> **mise en place d'un guichet unique en matière de rénovation énergétique ;**

> **suppression progressive du trafic aérien** sur les vols intérieurs lorsqu'une alternative ferroviaire existe en moins de 2h30 ;

> **création d'une « étiquette environnementale »** pour informer les consommateurs sur l'impact, en particulier sur le climat, des produits et services ;

> **création d'un délit de mise en danger de l'environnement.**

Mes questions écrites et orales

♦ Questions écrites [QE]



Retour sur mes questions écrites en lien avec le territoire charentais :

> au **ministre de l'économie, des finances et de la relance** sur les commandes publiques de masques sanitaires français

> au **secrétaire d'Etat à la Transition numérique et aux communications électroniques** sur l'usage des statistiques collectées par l'application #Tousanticovid

> au **ministre délégué aux Petites et Moyennes Entreprises** sur la mise en place de règles communes à la profession de tatoueur

> au **ministre de l'Europe et des Affaires étrangères** sur les atteintes aux droits de l'Homme dans le Royaume de Bahreïn

> au **ministre des Solidarités et de la Santé** sur la différence de traitement entre orthopédistes-orthésistes et pédicures-podologues

> à la **ministre de la Transition écologique** sur la Taxe Générale sur les Activités Polluantes (TGAP) en période de crise sanitaire

> au **ministre des Comptes publics** sur l'accès aux données cadastrales pour les organisations sylvicoles

> au **ministre de l'Europe et des Affaires étrangères** sur les conditions de séjour et d'accès au territoire français des sujets britanniques propriétaires de résidences secondaires en France

> au **ministre de l'Agriculture et de l'Alimentation** sur la situation des entreprises de travaux agricoles, dites « ETA », vis-à-vis du plan de relance.

♦ Question orale sans débat [QOSD]

C'est un outil d'interpellation du Gouvernement : le **08/12/2020, interrogation du ministre de l'Intérieur**, sur la prise en compte des épisodes graves de sécheresse qui ont frappé la France en 2016 et en 2018 et la ligne de conduite du Gouvernement pour réformer à la fois les modalités du décret de catastrophe naturelle et le régime d'indemnisation qui s'y rattache.

Rapporteure de mission parlementaire

sur le rôle et l'avenir des commerces de proximité dans l'animation et l'aménagement des territoires

Dix-huit de mes collègues m'accompagnent dans cette mission. Une question fondamentale pour nous guider : **le commerce de proximité est-il structurant de l'aménagement du territoire ou dépend-t-il de zones et bassins de vie ?**

A mi-parcours, les auditions conduites auprès de différents « blocs » d'acteurs indiquent que **le commerce de proximité** : > reste dans le cœur des Français comme un héritage, trop souvent opposé aux zones de sorties de villes ou au développement du « e-commerce » : en France, 80% des citoyens sont à moins de 2km d'un tel service

> est devenu un emblème, avec son corollaire la dévitalisation de certains centres-villes, de la politique de reconquête des villes moyennes et une figure de proue dans la lutte contre les dommages collaté-

raux de la crise du coronavirus > doit être distingué du petit commerce car en ruralité, un supermarché peut être considéré comme un commerce de proximité.

> suppose le retour en centre-ville d'autres activités parfois délocalisées en périphérie (services publics, médecins notamment). Par ailleurs, le développement de l'« omnicanalité » d'achat change la relation commerçant-consommateur. **Si la digitalisation** est évidemment inégale, quasiment achevée dans la grande distribution, elle ne concerne encore qu'une minorité de petits commerces. Internet doit s'analyser comme une « vitrine déportée » des magasins physiques et les petits commerçants doivent être accompagnés dans ce processus. Là encore, beaucoup de solutions sont déjà à l'œuvre.

| Pour en savoir plus : <https://sandramarsaud.fr/mission-dinformation-parlementaire/>

CONCLUSIONS DE LA MISSION SUR LE SUIVI DE LA FERMETURE FESSENHEIM

J'ai intégré en 2019 la mission d'information sur le suivi de la fermeture de la centrale nucléaire de Fessenheim afin de garantir que la politique de réduction de la part du nucléaire n'oublie pas les territoires dans la mise en place des mix énergétiques.

Après plus de 18 mois de travaux, la mission parlementaire a rendu ses conclusions et propose :

> d'utiliser l'expérience de fermeture de la centrale nucléaire de Fessenheim pour modéliser les fermetures des centrales anciennes à venir

> que les intercommunalités soient désignées comme collectivités référentes sur ce type de dossier, au carrefour de l'économie, de l'emploi et de l'environnement. L'Etat doit y conserver un rôle fort de coordinateur entre collectivités afin de garantir la cohérence d'ensemble

> de soutenir et accélérer la construction du techno centre pour le recyclage des métaux issus du démantèlement

> de définir un cadre juridique dédié en termes de gestion des risques, modélisable pour les fermetures programmées à horizon 2035.

LES CHIFFRES CLÉ

41

Auditions de personnalités qualifiées, 10 membres du Gouvernement, 3 pour avis sur des nominations au titre de l'article 13 de la Constitution
25 en visio et 16 en présentiel

81

Réunions en commission pour une durée de 123 heures

30

Heures d'examen en séance publique

15

Textes de loi examinés

592

Amendements examinés et 172 amendements adoptés

1 Délégation de la Commission hors les murs : rencontre des agriculteurs du Rhône touchés par l'épisode de gel d'avril 2021

2 Commissions mixtes paritaires conclusives sur le projet de loi DDADUE et le projet de loi climat et résilience

COMMISSION SPÉCIALE PROJET DE LOI CLIMAT ET RÉSILIENCE



46 réunions



12 auditions



96 heures de discussions en commission spéciale et 110 heures en séance publique

9 336

Amendements examinés et 1 002 adoptés en commission spéciale et en séance publique

Retrouvez mes questions et les réponses sur le site de l'Assemblée nationale : https://www2.assemblee-nationale.fr/deputes/fiche/OMC_PA719080

+ en circonscription

La particularité de notre mandature, et plus encore pendant la crise sanitaire, a été d'adapter les décisions au plus près des caractéristiques et des besoins locaux, dans l'objectif assumé de mieux accompagner ceux qui en avaient le plus besoin. Après la crise, avec #FranceRelance et dans la perspective de #France2030, j'ai eu à coeur d'accompagner les acteurs économiques éligibles et ceux qui avaient besoin d'information et d'assistance.

Accompagner les politiques nationales en Charente

Comme vous le savez désormais, les politiques publiques sont arbitrées pour correspondre au plus grand nombre possible de bénéficiaires.



◆ Revitaliser les territoires

En Charente ce sont 15 communes qui ont été retenues pour accueillir le programme de revitalisation des centres bourgs « **Petites Ville de demain** ». La ministre **Jacqueline Gourault** nous a d'ailleurs fait l'honneur d'une visite à **Jarnac** pour en mesurer les premiers effets le 3 mai dernier. La communauté de communes de Lavalette-Tude-Dronne fait partie des collectivités éligibles. Elle a fait le choix d'une initiative particulièrement originale, accompagnée par la plateforme d'observation des projets et stratégies urbaines : réinventer avec les habitants une histoire partagée du territoire. La démarche comme les initiatives qui en découlent ont été présentées nationalement le 1^{er} octobre dernier.

◆ Être vigilants sur nos ressources

L'élaboration d'une loi ambitieuse sur la préservation du climat a naturellement permis une réflexion sur la fragilité de nos ressources. C'est particulièrement le cas en Charente, où la ressource en eau se raréfie. J'ai donc organisé une rencontre entre l'ensemble des parlementaires du bassin Adour-Garonne, animée par l'agence de l'eau, afin de partager les prévisions à Horizon 2050. La préfète a également relayé cette étude prospective à l'ensemble des acteurs publics du territoire. Lors de sa visite, le ministre Julien Denormandie est allé sur une réserve d'eau privée, afin de mesurer l'impact environnemental de ce type de stockage. Un « Varenne de l'eau » statuera prochainement sur ces aspects cruciaux pour l'ensemble des activités agricoles et humaines. J'avais aussi porté aux côtés des éleveurs les indispensables avancées d'EGALIM 2, au titre de la juste rémunération des producteurs. À cette occasion, les innovations environnementales portées par la filière Cognac ont été présentées. Qu'il s'agisse de nouvelles méthodes de chauffe, des traitements alternatifs de la flavesence dorée, de travail

sur les cépages résistants (y compris au stress hydrique), ces avancées concourent à l'excellence de la filière et en garantissent la soutenabilité également à l'export.



◆ Progresser sur le terrain des transports et de la sécurité routière

Je plaide de longue date pour qu'une solution de fret soit trouvée qui puisse satisfaire l'ensemble des acteurs de cette logistique. Dans la foulée de la manifestation d'intérêt sollicitée par la SNCF et dans l'optique portée par le ministre des Transports de renforcer le transport ferroviaire, j'ai travaillé avec Spirits Valley à proposer des solutions alternatives à la route. Nous restons en attente de l'arbitrage définitif. Il me semble néanmoins qu'alléger le trafic routier sur la RN 141 comme sur la RN 10 ne peut qu'améliorer les conditions de circulation sur ces axes, endeuillés d'accidents mortels impliquant des poids lourds à de trop nombreuses reprises cette année.

« La Préfète peut compter sur mon soutien dans les actions de prévention en faveur de la sécurité routière qu'elle conduit avec détermination. »

LES CHIFFRES CLÉ DU SOUTIEN ET DE L'INVESTISSEMENT DE L'ÉTAT POUR FRANCE RELANCE EN CHARENTE



COMPÉTITIVITÉ

56,7M€

de baisse des impôts de production

3955

entreprises charentaises bénéficiant de la baisse des impôts de production

6,9M€

de soutien à l'investissement des entreprises lauréates

13

entreprises lauréates des appels à projets

COHÉSION

8,5M€

versés aux collectivités soutenues au titre de la DSIL exceptionnelle

58

projets des collectivités soutenues au titre de la DSIL exceptionnelle

35

aide à l'embauche de travailleurs handicapés

3630

jeunes Charentais ont bénéficié du plan 1 jeune 1 solution

ÉCOLOGIE

1,4M€

dédiés à la rénovation énergétique des bâtiments de l'état

1468

primes à la conversion et bonus écologiques

4,5M€

de soutien pour les industries du futur

28

entreprises bénéficiaires du guichet industrie du futur

Économie et emploi

Fortes des relations pérennes amorcées avec les représentants du monde économique et le think tank Cap Charente, j'ai recueilli auprès d'eux les éléments nécessaires à l'adaptation des dispositifs aux spécificités charentaises.

♦ **Les représentants des métiers de l'hôtellerie, de la restauration, du commerce, mais aussi les artisans et commerçants** ont pu échanger avec le ministre Alain Griset et l'interroger sur les modalités de sortie de crise, de maintien du Fonds de Solidarité et de mise en œuvre coordonnée des mesures sanitaires.



♦ **Afin de bien comprendre les situations des entrepreneurs** et de voir concrètement la portée des appels à projets fructueux (décarbonation de l'industrie chez Placoplâtre par exemple), je suis allée sur le terrain, à leur rencontre et au cœur de leur activité. J'ai pu soumettre à la sous-préfète à la relance des projets et des acteurs qui entraient parfaitement dans les dispositifs et passaient jusqu'alors sous les radars. Je suis d'ailleurs très heureuse d'avoir accompagné l'Avant-scène, acteur culturel majeur à Cognac, dont les projets innovants bénéficieront du soutien du plan de relance dédié au secteur culturel.

♦ **Le sport, employeur important et lien social crucial en période de crise**



La vie associative a beaucoup pâti des différents confinements. Les activités sportives notamment les sports collectifs ont été particulièrement touchées par la chute brutale de leur nombre de licenciés. Avec le report des JO, puis les différentes mises en œuvre nécessaires de protocoles sanitaires, ce secteur a connu de multiples difficultés. Pourtant, il est important de souligner que les services de l'État ont été particulièrement

réactifs à mes sollicitations, notamment les services de la Direction Départementale des Finances Publiques, en aplanissant les difficultés et en garantissant le plein accès au fonds de solidarité pour les associations employeuses.

À vos côtés : une priorité

♦ **Lors de situations de catastrophe naturelle : inondations 2021**

Début février, une crue exceptionnelle du réseau hydrographique charentais a inondé la Charente. Ecouter, accompagner, encourager... c'est ce que j'ai tenu à faire auprès des sinistrés, des élus, des agents municipaux et des forces de sécurité qui se sont remarquablement activés pour que nos vies reprennent peu à peu, comme la Charente et ses affluents, leur cours normal. La 1ère urgence était bien sûr de porter secours à la population et aux biens, puis rapidement je me suis rendue dans les communes, auprès des maires, des habitants et des commerçants. De retour à Chalais, en avril puis en juin, j'ai voulu vérifier que les assurances avaient pris le relais suite aux arrêtés de catastrophe naturelle et que l'activité avait repris sans encombre. Le travail se poursuit avec les services de l'État, notamment en ce qui concerne la prévention des risques.

♦ **En soutien aux situations de « calamités agricoles »**



Différentes périodes de l'année sont cruciales pour nos agriculteurs. Les vendanges à Saint-Aulais-la-Chapelle à l'invitation de l'UGVC en octobre 2020, mais aussi les épisodes de grêle ou de gel, sont pour moi l'occasion d'être au plus près de notre activité phare. En février 2021, l'AG de la CUMA Viticognac présentait cette association qui permet aux viticulteurs de s'équiper en matériels innovants et de s'organiser en mutualisant leurs moyens. La bonne entente avec leurs voisins, notamment depuis l'installation de tours antigel, est au cœur de leurs préoccupations. En avril à Gensac-la-Pallue j'ai de nouveau pu appréhender l'importance de la relation entre riverains et viticulteurs. Je retiens que les tours antigel ne fonctionnent que quelques nuits/an, qu'elles sont prioritairement déclenchées manuellement pour favoriser l'anticipation et la prévention auprès des riverains. Plusieurs fois sollicitée par mes concitoyens sur le

sujet, j'ai rappelé que nous sommes dans une « campagne productive » dans laquelle chacun a sa place. Je souligne également le souci d'amélioration constante des matériels et la mise en œuvre de règlements visant à limiter de possibles nuisances. Comme souvent, ce dossier nécessite ouverture et communication pour arriver à une compréhension mutuelle.

♦ **Solidaire avec les associations**

En décembre j'ai rencontré la Présidente des « Restos du Cœur » de Charente, Madame Augustin. Au moment des fêtes de fin d'année, la solidarité et le partage sont des valeurs qui s'imposent.

Acteur majeur de l'accompagnement des familles et maillon vital de l'accès à l'alimentation pour beaucoup, Les Restos comptent 17 centres d'accueil (dont Barbezieux, Chalais, Châteauneuf, Cognac et Jarnac sur la circonscription). Dès le premier confinement, ce sont **plus de 100 000 colis alimentaires qui ont été distribués, sans conditions d'accès.**

♦ **Aux côtés des forces de sécurité**

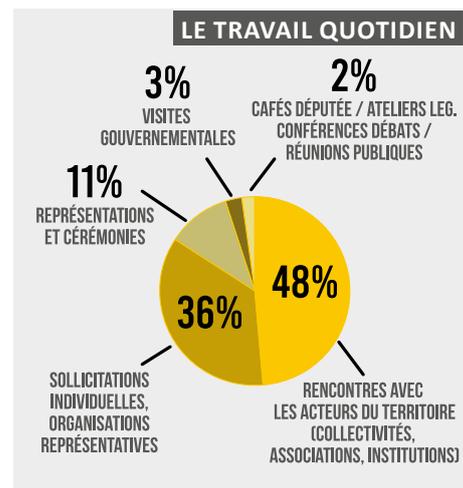
Les conditions dans lesquelles les forces de l'ordre travaillent pour assurer notre sécurité sont essentielles. J'y suis très attentive et rencontre régulièrement leurs représentants en Charente.

> **Septembre 2020** : cérémonie d'installation du colonel Crémieux au commandement du groupement de gendarmerie départementale de la Charente et du capitaine Develay à la tête de l'escadron départemental de sécurité routière de la Charente.

> **Mai 2021** : patrouille de gendarmerie sur le secteur de Cognac avec le colonel Crémieux et ses hommes, pour mieux appréhender le nouveau schéma de gestion des événements mis en place sur notre territoire.

> **Juin 2021** : entretien avec le Commissaire Divisionnaire Gallot, Directeur Départemental de la Sécurité Publique de la Charente, autour des renforcements d'effectifs, de la formation des élus charentais sur les situations à risque et du projet de rénovation du commissariat de Cognac.

> **Octobre 2021** : patrouilles avec la gendarmerie et la police, visite de la brigade de gendarmerie de Cognac.





2017-2021 BILAN DE MANDAT

+ promesses tenues

Fidèles à nos engagements de campagne, nous avons commencé cette mandature en nous dotant de règles essentielles.

Moralisation de la vie publique

Après différentes affaires liées à des pratiques d'un autre âge qui avaient entaché la relation de confiance entre les députés et nos concitoyens, nous avons pris des mesures exemplaires :

> **loi pour la confiance en la vie politique** : interdiction d'embaucher des membres de sa famille, contrôle accru des frais de mandat, suppression de la réserve parlementaire redonnée à un fonds pour le développement de la vie associative ;

> **fin du privilège des députés en fin de mandat** : ils sont désormais sous le régime de l'assurance-chômage classique avec 57% du salaire journalier pendant 24 à 36 mois, comme tout salarié ;

> **suppression, depuis le 1^{er} janvier 2018, du régime spécial de retraite des députés** : soit une économie de 10 millions d'euros par an à terme. Le principe entrera en vigueur dès l'entrée en retraite des députés actuels et celle-ci sera sur le modèle du régime des fonctionnaires ;

> **respect de la parité** : près de 50% des députés LaREM sont des femmes.

Effort conséquent pour la sécurité et la justice

L'objectif : moderniser notre sécurité du quotidien et augmenter les ressources et réformer en profondeur notre système judiciaire.

> **10 000 gendarmes et policiers supplémentaires sur tout le territoire national** ;

> + 24% pour le budget de la justice sur le quinquennat ;

> **réforme de la justice pénale des mineurs** et généralisation des cours criminelles départementales ;

> **15 000 places de prisons en plus** ;

> **Grenelle des violences conjugales** : bracelets et ordonnances anti-rapprochement, plateforme téléphonique du 3919 pour les victimes et ouverture de 2 000 places d'hébergement.

Renforcer la République, ses principes et ses institutions



> **valorisation du volontariat des sapeurs-pompiers** ;

> **renforcement de la coordination et du rôle des acteurs des services d'urgence** ;

> **renforcement de la lutte contre le terrorisme**, avec la possibilité de fermer certains lieux de culte, et l'amélioration des techniques de renseignement ;

> **ouverture de certaines audiences aux caméras pour plus de transparence**.

Des mesures inédites de soutien aux hôpitaux et aux personnels soignants

Obtenir un nouveau médecin traitant, prendre rendez-vous chez un spécialiste, voilà autant de difficultés auxquelles font face les Charentais et qui traduisent une situation dégradée de l'accès aux soins dans notre département. Je suis particulièrement mobilisée sur ces questions car je sais qu'il s'agit d'une des plus grandes préoccupations de nos concitoyens. La ruralité ne doit pas être laissée pour compte et c'est pourquoi à l'Assemblée nationale nous avons notamment supprimé le numerus clausus qui limitait le nombre de professionnels de santé formés chaque année. Le chemin est long mais je reste déterminée et mobilisée pour améliorer l'offre de santé.

> avec le Ségur de la Santé : une hausse de 183€/mois à 651€/mois selon les personnels ;

> un soutien fort pour les hôpitaux avec l'ouverture de 4 000 lits supplémentaires et la reprise de leur dette (13Md€).



DEPUIS 4 ANS, À VOS CÔTÉS

L'engagement que j'ai pris auprès des habitants de la deuxième circonscription et de la majorité présidentielle il y a quatre ans ne se dément pas. Je crois en une politique proche des citoyens, respectueuse des sensibilités, ancrée dans son territoire, et en des hommes et femmes politiques qui vous ressemblent, pour mieux vous représenter.

Et ce mandat de députée est passionnant à cet égard : impulser dans les textes l'expérience pratique de nos habitants, expliquer les grands enjeux nationaux et leur impact sur notre quotidien, améliorer concrètement par la loi les conditions de vie du plus grand nombre d'entre vous. C'est aussi un art difficile d'arbitrage entre les revendications individuelles souvent légitimes et le cadre plus général, et ô combien nécessaire, de la Nation tout entière.

Je travaille chaque jour, et le ferai jusqu'à la dernière seconde de cette mandature, pour trouver cet équilibre délicat.

Que ce soit lors des débats relatifs à l'agriculture, à la situation sanitaire dans le pays ou encore pour permettre aux Français de retrouver davantage de pouvoir d'achat avec des décisions fortes comme la suppression de la taxe d'habitation ou encore le prélèvement de l'impôt à la source et l'adaptation en temps réel de la situation fiscale à la situation professionnelle, j'ai toujours gardé en tête l'intérêt collectif. Comprendre la diversité des situations des hommes comme des territoires, c'est garantir une loi plus juste, plus équitable, plus respectueuse.

Les lois de moralisation de la vie publique ont d'ailleurs immédiatement incarné ce souci de plus de justice sociale, supprimant des exceptions de traitements des députés et ainsi, les rapprochant du citoyen.

Je crois en cette façon de faire, je sais qu'elle est nécessaire. Mais je sais aussi qu'elle n'est pas toujours lisible. C'est pourquoi, ici, je vous propose d'en extraire le bilan.

Sandra Marsaud
Députée de la Charente

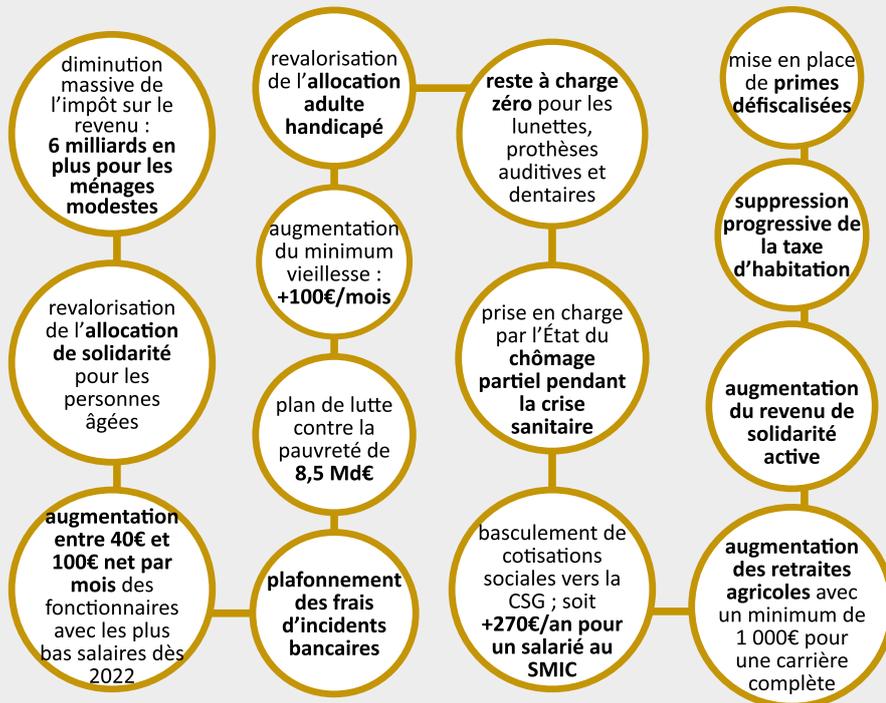
AMÉLIORATION DU POUVOIR D'ACHAT

La majorité présidentielle lutte contre la précarité et la pauvreté, améliore le pouvoir d'achat des plus bas salaires et des classes moyennes et permet de mieux vivre de son travail, en baissant les impôts.

Au total

+850€/AN

en 2019 en moyenne par habitant pour le pouvoir d'achat, soit la plus forte hausse depuis 12 ans.



ET CONCRÈTEMENT...

CLIMAT ET RÉSILIENCE

Mes principes : ne pas punir, mais concerter et responsabiliser.

Je me suis particulièrement engagée dans la lutte contre l'artificialisation des sols, c'est un sujet de société. Pour y travailler, nous avons adopté un périmètre bien identifié en urbanisme : la consommation des espaces naturels, agricoles et forestiers.

Le texte a pour ambition de :

> valoriser le travail déjà réalisé de planification et développer ces outils, puisque beaucoup de territoires avaient déjà engagé des démarches particulièrement vertueuses

> intégrer les besoins stratégiques en matière de développement économique pour que la lutte contre l'artificialisation des sols n'entrave pas le développement nécessaire de secteurs économiques clefs
> reconquérir l'existant (bâti, logements vacants, friches urbaines, démarche « Bimby ») en orientant les territoires, les élus et les opérateurs vers un modèle d'aménagement « circulaire »

> répartir de manière équilibrée et cohérente, entre territoires, l'effort de réduction de l'artificialisation par deux sur les 10 prochaines années

> développer l'ingénierie sur les territoires, partager les bonnes pratiques en montrant, voire démontrant, que l'aménagement circulaire dans les petites villes et les territoires ruraux, c'est possible

> planifier l'installation des centres logistiques pour un développement raisonné.

Face au désir de certains de promouvoir une société de la décroissance, j'ai rappelé l'importance de maintenir un développement économique raisonné, adapté aux réalités des modes de consommation actuels. Le risque à trop de sévérité est de voir sur nos routes des milliers de poids lourds chaque année pour livrer nos commandes Internet.

<https://sandramarsaud.fr/942-2/>

POUR NOTRE JEUNESSE

> #1jeune1solution (près de 2 millions de jeunes ont bénéficié d'un dispositif de ce plan) : aides à l'embauche, formations, accompagnements, aides financières aux jeunes en difficultés) avec 150M€ sous la forme d'une aide exceptionnelle de 200€ versée à plus de 800 000 jeunes pour compenser la perte de revenu liée à l'arrêt temporaire d'un emploi ou d'un stage, et pour aider les non-étudiants de moins de 25 ans dans une situation « précaire » ou « modeste » ;

> amélioration de leur pouvoir d'achat et de leur santé avec la suppression de la sécurité sociale étudiante (soit environ 230€ de plus par étudiant) ; les repas à 1€ pour les élèves et étudiants boursiers ; le Pass culture pour les jeunes de 18 ans ; le Pass Sport pour les enfants des familles bénéficiant de l'allocation de rentrée scolaire ; la gratuité de la contraception orale pour les jeunes filles jusqu'à 25 ans.

MODERNISATION ET RENFORCEMENT DE NOTRE ÉCONOMIE

ET CONCRÈTEMENT...



20 milliards de baisse des impôts de production sur 2 ans

la France, 1^{er} pays européen pour l'attractivité des investissements étrangers

Augmentation des salaires nets du privé : suppression des cotisations salariales maladie et chômage soit +381€ par an en moyenne par salarié

Retour des investissements en France : réduction des impôts sur les sociétés, transformation de l'ISF, retour de notre pays sur le devant de la scène économique et défense de nos savoir-faire nationaux (le sommet de l'attractivité française, « Choose France », et Fabriqué en France)

Niveau historiquement bas du chômage en France en début d'année 2020 jamais atteint depuis la crise de 2008

- **Allègement des cotisations patronales depuis 2019** (dégresif jusqu'à 1,6 SMIC)
- **Loi PACTE pour la croissance et la transformation de nos entreprises :** simplifier la création d'entreprise, soutenir l'innovation, récompenser le travail des salariés, accompagner pour rebondir en cas d'échec et défendre nos entreprises stratégiques
- **Suppression du RSI**

- **Réforme sur la liberté de choisir son avenir professionnel** pour permettre à chacun de pouvoir se réaliser : renforcement de l'apprentissage et des droits à la formation professionnelle, élargissement de l'assurance chômage, des mesures pour l'égalité hommes-femmes, l'emploi des personnes handicapées, et la lutte contre le travail détaché
- **Chiffres records de l'apprentissage en France :** soutien massif par le plan **1 jeune 1 solution**, simplification des démarches et valorisation des apprentis ainsi que des savoir-faire enseignés, soutien financier des entreprises

+ pour vous représenter, une méthode

Écouter et rendre compte était un de nos engagements de campagne de 2017

Des conférences, débats et rencontres thématiques



En 2017 sur la mobilité à Barbezieux ; en 2018 sur le logement à Jarnac, l'agriculture et l'alimentation à Angoulême ; en 2019 sur

le projet de loi anti-gaspillage pour une économie circulaire à Châteaubernard, sur le projet de loi « Engagement & Proximité » à Saint-Même-les-Carrières, journée agriculture dans les Charentes à Bonnes, La Prade, Jonzac et Chevanceau, sur la réforme des retraites à Cognac

Des réunions publiques de crise

24 réunions du Grand Débat National se sont tenues dans notre circonscription. J'ai participé à 13 d'entre elles pour contribuer à la simplification des démarches administratives, la baisse des impôts, plus de démocratie participative et une démarche plus responsable en matière d'écologie

Des cafés députée au contact des citoyens et des élus

Depuis 2019 à Brossac, Châteaubernard, Chalais, Barbezieux-Saint-Hilaire, Villebois-Lavalette, Cognac, Jarnac et Châteauneuf-sur-Charente... un travail en confiance avec les représentants professionnels et associatifs, les chambres consulaires et les services de l'Etat, afin d'apporter des solutions à des questions concrètes, pour : les oubliés du Ségur de la santé, les fédérations sportives, les acteurs économiques pénalisés par la crise Covid, etc. *« L'essentiel pour que nous puissions bien nous comprendre, c'est d'abord de bien vous écouter. »*

+ en territoire

Mon action quotidienne s'exerce au plus près des besoins des collectivités, des associations et des citoyens pour faire avancer le territoire vers davantage de cohérence.

Pour l'environnement, j'ai

> porté avec les collectivités et les services de l'Etat la mise en œuvre des Contrats de Relance et de Transition Ecologique [CRTE] pour accompagner les transitions écologique, démographique, numérique et économique
> mis en avant les actions de la filière cognac en faveur du développement durable auprès du ministre de l'Agriculture lors de sa visite en 2021

> travaillé sur la question des usages de l'eau avec l'ensemble des acteurs, à Paris et en circonscription

> réagi à l'alerte de l'entreprise Plastiques Venthenat à Barbezieux pour faire supprimer en Commission Mixte Paritaire un amendement de la loi Climat qui aurait mis un terme à leur projet d'emballage en polystyrène 100% recyclé et recyclable.

Pour la santé, le médico-social, j'ai

> fait financer le nouveau plateau technique des soins de suites des Hôpitaux du Sud Charente, dans le cadre de l'appel à projet pour la modernisation des structures de prise en charge des accidentés de la route
> organisé un dialogue et interpellé l'ARS sur les questions de prix de journée et d'évolution statutaire pour les salariés de l'APEC de Montmoreau.

Pour la défense du territoire, j'ai

> soutenu la filière cognac jusqu'à la suspension de la taxe Trump, qui imposait 25% de droits de douane supplémentaires pour les importations américaines de vins et spiritueux français

> obtenu des subventions pour des projets en lien avec le patrimoine au titre du Fonds National d'Archéologie Préventive, notamment pour les communes de Barbezieux et de Champagne-Vigny

> suivi au plus près avec le DDFIP la restructuration des services des impôts et

le nouveau maillage des trésoreries de la 2ème circonscription, mise en œuvre depuis avril 2021

> participé aux décisions de la commission DETR en faveur des projets de rénovation et d'aménagement des communes de Gondeville, Verrières, Val des Vignes, Dignac, Montboyer, Villebois-Lavalette, Berneuil, Aubeterre, Brossac, Montmoreau, Boutiers-Saint-Trojan...

Pour la desserte, j'ai

> accompagné la modernisation des petites lignes ferroviaires et célébré la reprise de la circulation entre les gares d'Angoulême et Beillan après d'importants travaux sur la voie
> appuyé auprès du ministère des Transports l'importance de la finalisation de la mise à 2x2 voies de la RN141.

Pour la formation, j'ai

> réglé la situation de la formation FS Pack du lycée Louis Delage à Cognac, dont les élèves étaient privés de bourses pour une question d'interprétation de la réglementation.

Pour nos forces de l'ordre



Nos policiers et gendarmes jouent un rôle essentiel dans la cohésion de nos territoires. Acteurs quotidiens de la sécurité des biens et de personnes comme de la sécurité routière, il nous appartient de leur procurer des conditions d'exercice à la hauteur. A l'issue de nombreuses réunions et sollicitations auprès du ministère de l'Intérieur, j'ai obtenu la construction d'une nouvelle caserne de gendarmerie à Barbezieux et la programmation d'un nouveau commissariat à Cognac.

POUR L'AGRICULTURE

Actions du plan #FranceRelance pour la modernisation et le soutien de notre secteur agricole (1,2 milliards d'€)

Augmentation des pensions de retraites agricoles pour atteindre 1000€ par mois à partir de 2022

Défense des filières courtes et des projets alimentaires territoriaux en lien avec les collectivités : nous devons accompagner les territoires et les agriculteurs pour se développer vers plus de ventes locales

Une politique agricole commune (PAC) 2023/2027 ambitieuse au service de notre modèle agricole (verdissement, prise en compte des zones intermédiaires)

Lutte contre l'«agribashing»

ET CONCRÈTEMENT...

Loi de finances 2019 avec la suppression de 5 taxes agricoles à faible rendement, la transformation du CICE en allègement de charges pérennes et l'atténuation de la dégressivité de l'abattement pour les jeunes agriculteurs



+ carte de visite « express »

Membre de la commission du développement durable et de l'aménagement du territoire

Rapporteuse pour la commission : budget 2018, loi ELAN

Rapporteuse de mission parlementaire sur les commerces et l'aménagement

Membre de la commission spéciale loi « Climat et résilience »

Vice-présidente du groupe d'études Urbanisme

Spécialiste des questions liées à la revitalisation et la reconquête des territoires ruraux et singulièrement des centres bourgs

Actrice des plans structurants « Action Coeur de Ville » et « Petites villes de demain »

Engagée dans le déploiement des Contrats de Relance et de Transition Ecologique au plan national

Membre du Comité stratégique de l'observatoire POPSU et marraine du programme « Territoires »

+ pour en savoir plus

www.sandramarsaud.fr

(lettres annuelles, newsletters, contacts, ...)

www.assemblee-nationale.fr

Et au quotidien sur

@MARSAUDSandra

@SandraMarsaudLaRepubliqueEnMarche

marsaudsandra